

● Réconcilier finance et développement durable : Que peuvent faire les banques de développement?



Les intervenants : Morgan Després (NGFS), Hamid Tawfiki (CDG Capital), David Denzer-Speck (KfW), Jean-Paul Moatti (co-auteur du GSDR), Aymeric Chuzeville (MEAE), Benoît Leguet (I4CE).



Monsieur Hamid Tawfiki a participé le 8 Janvier 2020 à Paris à la conférence organisée par l'AFD autour de la thématique « Réconcilier Finance et Développement Durable : que peuvent faire les banques de développement ».

Avec des interventions d'acteurs-clé de la nécessaire réconciliation de la finance avec le développement durable, la conférence a constitué un véritable moment de partage et de discussion autour des grands défis à relever pour y parvenir, ainsi que du rôle particulier que peuvent et doivent

jouer les banques de développement (nationales, internationales, multilatérales).



Les intervenants ont échangé autour de la problématique suivante : quelles seraient, selon vous, les actions et décisions prioritaires à prendre par les différents acteurs du système financier (organisations internationales, gouvernements, régulateurs, institutions financières elles-mêmes, think-tanks, ...) pour faire des banques de développement de véritables moteurs de la finance durable ?

### **Cinq sujets prioritaires ont été identifiés pour pleinement libérer le potentiel des banques de développement pour la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris.**

Des recherches universitaires sont en cours pour évaluer les rôles, stratégies et modèles d'affaires, les opérations et l'efficacité des banques de développement, explorer leur potentiel, mais aussi identifier leurs besoins en termes de gouvernance et d'environnements réglementaires pour mieux répondre et stimuler la demande. Les résultats préliminaires identifient cinq grands enjeux:

1. Gouvernance: très peu de banques de développement bénéficient actuellement de mandats et de stratégies explicites liés aux objectifs de l'Accord de Paris et de développement durable. Les gouvernements peuvent apporter une impulsion fondamentale en réexaminant les mandats de leurs banques de développement nationales afin de mieux intégrer ces objectifs dans leurs stratégies et leurs opérations.

2. Réglementation: des cadres de réglementation financière incitatifs sont nécessaires pour renforcer les investissements dans le climat et le développement durable. Aujourd'hui, malgré leurs mandats publics, leurs objectifs de développement et leur vision de long terme, de nombreuses banques de développement sont réglementées comme si elles étaient des institutions financières commerciales.

3. Caractérisation des investissements compatibles avec le climat et les objectifs de développement durable: il n'existe pas aujourd'hui de cadre commun permettant de différencier ce qui est favorable au climat et aux objectifs de développement durable de ce qui lui est préjudiciable. Cette identification est pourtant indispensable pour garantir que tous les types d'investisseurs, publics et privés, locaux et internationaux, travaillent dans la direction de la durabilité.

4. Le modèle financier : si l'on souhaite confier aux banques de développement une ambition de transformation, les modèles économiques sous-jacents, l'organisation, les stratégies, les cadres opérationnels ainsi que les instruments financiers et non-financiers, doivent être refondés. Plus encore que de financements nouveaux, il s'agit d'aligner « les milliards de dollars » du système financier avec la durabilité. Les banques de développement doivent peut-être repenser leurs interventions, auprès du secteur public comme du secteur privé, de manière à devenir de plus en plus des facilitateurs d'investissements dans le développement durable plutôt que des investisseurs directs isolés.

5. L'architecture globale de financement du développement doit être rendue plus cohérente et efficace. La coopération (ODD17) doit être repensée et réorganisée pour faire naître un système exploitant au mieux les valeurs ajoutées des différents types de banques de développement (multilatérales, internationales, régionales et nationales/locales) et leurs capacités à travailler avec et à réorienter le financement et les investissements privés. La facilitation de l'accès direct aux ressources concessionnelles internationales par les banques de développement locales (cf Fonds vert), qui sont souvent les mieux placées dans leur propre pays pour réorienter les investissements vers le climat et les objectifs de développement durable, mérite une attention particulière.



La réunion a permis, en outre, d'éclairer l'appel récemment lancé par l'International Development Finance Club (IDFC) - réunissant 26 des plus grandes banques nationales et régionales de la planète, actuellement présidé par l'AFD - et la World Federation of Development Finance Institutions (WFDFI) concernant l'organisation en 2020, pour la première fois, d'un Sommet des Banques de Développement, sous l'égide des Nations Unies et de son Secrétaire Général. Le Sommet cherchera à libérer le potentiel de ces institutions pour contribuer à couvrir le gap de financement mais aussi réorienter la finance vers des investissements de développement durable.